

Enquête

Comment Genève se mobilise contre le chômage

En un an, 5000 demandeurs d'emploi de plus se sont inscrits au chômage. Entre crise et mutation technologique, il faudra agir.





Marc Bretton

La crise du Covid a porté un coup brutal à l'économie. Début mars, Genève comptait presque 20'000 demandeurs d'emploi (*lire ci-contre*), soit 5000 personnes de plus qu'au début de la crise. Les secteurs les plus touchés, on les connaît: les spécialistes en restauration (+284%), les cuisiniers (+108%), les conducteurs de véhicules et d'engins lourds de levage et manœuvre (+97%, principalement des chauffeurs), les manutentionnaires (+84%) et les spécialistes du marketing et de la publicité (+62%)...

Le pire est passé?

A-t-on vu le pire? Possible. Une forte reprise est en tout cas annoncée. Le nombre d'emplois vacants auprès de l'Office cantonal de l'emploi (OCE) est en hausse au premier trimestre par rapport à la même période de l'année dernière. L'OCE s'attend à une stabilisation du nombre de demandeurs d'emploi. «Il ne faut pas sous-estimer la capacité de reprise des secteurs de la restauration, de l'événementiel, du tourisme, qui devraient repartir une fois la crise pandémique passée», souligne Giovanni Ferro-Luzzi, professeur à la Haute École de gestion et à l'Université de Genève.

Mais pour ceux qui arrivent au bout du délai d'indemnisation, soit 400 jours, la direction principale est toujours l'aide sociale. «En comparaison de la situation relativement stable des deux années précédentes, la hausse de nouveaux dossiers atteint 20% en 2020, relève le porte-parole de l'Hospice général, Bernard Manguin. Dans le même temps, le taux de sortie est passé de +9% en 2018 et +4% en 2019 à -5%. Une dégradation largement imputable aux difficultés rencontrées sur un marché de l'emploi devenu très

tendu.» Fin 2020, 26'786 personnes étaient suivies par l'institution (+9%). Avec près de 46'000 personnes en difficulté, même si l'économie se redresse, Genève sortira meurtrie de la crise, et pour longtemps.

Pas comme en 1990

La crise n'est pas le seul facteur à prendre en compte. À sa composante conjoncturelle s'ajoute une dimension structurelle liée aux mutations technologiques, dont les effets sont très incertains (*lire ci-dessous*). Il est temps d'agir. Mais comment?

Dans les années 1990, puis 2000, le débat public a largement porté sur la promotion économique, les conditions du chômage avec ses suites sociales: les emplois temporaires, puis de solidarité. Va-t-on revenir aux bonnes vieilles recettes? Peut-être. Les syndicats viennent de lancer une initiative pour la création d'emplois publics.

Mais la conscience que quelque chose a changé est nette. Témoin, la création, en novembre par le canton, d'une task force regroupant quatre départements et les partenaires sociaux. Dirigée par Alexandre Épalle, de la Direction générale du développement économique, elle a «pour objectifs, indique l'arrêté du Conseil d'État, de soutenir les entreprises dans leurs réponses aux transformations technologiques et structurelles et de répondre aux besoins de formation, de requalification, voire de reconversion ou de repositionnement des employés vers d'autres secteurs».

Autre état d'esprit

Des mesures à court terme sont attendues, d'autres après l'automne. «Le sujet est complexe, notamment parce qu'il a des incidences fédérales et cantonales,

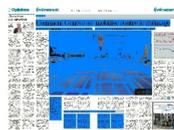
détaille la présidente du Conseil d'État, Anne Émery-Torracinta. Par exemple, la formation continue des adultes est une tâche cantonale si elle ne débouche pas sur des titres fédéraux. En revanche, tout ce qui touche aux formations initiales, comme les CFC, est fédéral. Pour améliorer rapidement l'employabilité des personnes qui perdent leur travail, il faudra être agile, ne pas craindre d'innover. C'est notre objectif.»

L'originalité de ce projet se situe peut-être moins dans l'organisation tripartite du groupe de travail que dans la mobilisation inédite de plusieurs départements. C'est en tout cas une occasion de surprise: «On a appris par ce biais qu'un département travaillait depuis des années sur les emplois verts. Personne n'était au courant!» souligne un participant.

Sans coordination, mais de manière parallèle, les lois évoluent. En janvier, un projet intéressant consacré aux bourses d'études a été voté. Il a fait sauter les limites d'âge et augmenté les montants maximaux qui peuvent désormais dépasser 40'000 francs par an. Auparavant, la limite d'âge maximale pour recevoir une aide à la reconversion était fixée à 35 ans et les montants bien plus limités, témoignant, selon son auteur, le député PS Grégoire Carrasso, d'une vision «inadaptée à notre époque, tant sous l'angle de la complexification des parcours de vie que des changements toujours plus rapides du marché du travail».

Emplois de demain

En effet, si la révolution technologique va créer des emplois, pour autant que des investissements publics importants soient consentis, encore faudra-t-il disposer d'une main-d'œuvre disponible.



Et ce n'est pas évident: «Je travaille avec GreenGT, une entreprise qui conçoit et vend des systèmes de propulsion à hydrogène pour la mobilité, témoigne Jean-Luc Favre, président de l'Union des associations patronales genevoises et membre de la task force. Avec Migros Genève, les SIG, Larag et la Fondation Nomads, nous travaillons sur le projet collaboratif GOH!, qui vise à décarboner le transport de marchandise sur route. Nous construisons et testons une filière complète d'hydrogène verte locale, de la production par les SIG à l'utilisation par Migros, et concevons un camion de 40 tonnes roulant grâce à l'hydrogène. GreenGT se développe mais ne trouve pas suffisamment de collaborateurs ayant des compétences adaptées à ses besoins.»

À entendre le patron, tout est à faire: «Le besoin en formation initiale et continue est très important pour tous les métiers: commerciaux, ingénieurs, techniciens de production.» Un projet de loi encourageant l'hydrogène vient d'être déposé au Grand Conseil par le député Vert François Lefort.

La question clé est la suivante: va-t-on pousser les victimes de la crise vers ces emplois ou pas? On l'ignore. «C'est délicat, explique Blaise Matthey, directeur général de la FER (Fédération des entreprises romandes). Personne ne fait preuve d'indifférence sur ces

questions. La FER participe au lancement, à Lausanne, de l'école 42, qui forme des personnes dans le numérique. Nous sommes favorables à la requalification. Mais les entreprises doivent prendre en compte des considérations parfois contradictoires: en clair, il n'est pas forcément possible, peut-être pas opportun, de transférer massivement des personnes d'un secteur à un autre.»

Énormes gisements

À Réalise, on est convaincu des possibilités d'emploi liées aux transitions numériques et écologiques, y compris pour des personnes sans diplôme. Depuis trente ans, l'entreprise basée aux Acacias forme par la pratique des personnes non qualifiées ou en transition professionnelle vers un autre secteur économique.

Elle estime que les gisements d'emplois sont énormes. «Selon les calculs de la faïtière des entreprises d'informatique suisse, relève Jérôme Despont, membre de la coordination de Réalise, il manque 7000 informaticiens CFC en Suisse par an.» Et durant la crise on a vu que de nombreux petits commerces n'avaient même pas de sites internet, rappelle-t-il. Pour faire ce travail de codage de sites web, d'e-commerce ou d'applications diverses, on n'a pas besoin d'être ingénieur. «Des formations intensives très ciblées sur les besoins des employeurs

peuvent suffire. Il importe aussi de conserver et traiter localement les données, ce qui représente un autre gisement d'emplois.»

Dans l'économie circulaire, «pour peu que des normes sur la réparabilité soient imposées, mais plus encore dans la construction avec l'isolation nécessaire des bâtiments et la pose de panneaux solaires pour un canton zéro carbone, il y a d'autres nombreux emplois non délocalisables à la clé», ajoute Christophe Dunand, conseiller en stratégie à Réalise et chargé de cours à la HES. Réalise, qui a mis en place une formation sur le numérique en 2018, est d'ailleurs en discussion avec les SIG, notamment pour créer une formation autour de l'énergie solaire.

Depuis un an, la crise frappe Genève, mais il semble possible à de nombreux observateurs de trouver une issue: «Genève a tous les outils en main pour s'en sortir, explique Jean-Luc Favre. La clé du succès, qui permettra d'imaginer de nouvelles solutions, c'est la collaboration, l'intelligence collective, la sortie des silos pour un projet de société qui permette à chacun d'avoir un emploi de qualité.»

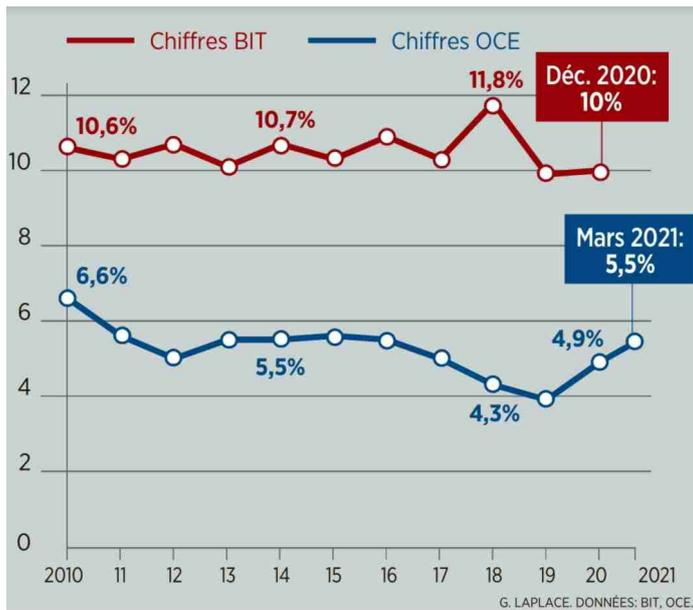


Lire l'éditorial en une:

«Le triple défi
du retour à l'emploi»



Évolution du taux de chômage à Genève, selon l'OCE et le BIT



«Avec Migros Genève, les SIG, Larag et la Fondation Nomads, nous travaillons sur le projet collaboratif GOH!, qui vise à décarboner le transport de marchandise sur route.»

Jean-Luc Favre Président de l'Union des associations patronales genevoises

Emploi: comment l'économie bouge

«D'ici à 2030, entre 1 et 1,2 million d'emplois pourraient disparaître dans le pays à cause de la numérisation. Ces jobs seront remplacés par des algorithmes, des applications ou des robots.» Telles étaient, en 2018, une des conclusions d'un rapport McKinsey consacré à l'avenir du travail. «Des emplois seront détruits dans l'agriculture, tout comme les travaux de bureau et d'assistance répétitifs ainsi que le pilotage d'installations et de machines.» Le constat est

alarmiste, mais sa déclinaison est variable selon les branches. D'autres rapports mettent l'accent sur la création parallèle d'emplois. «Jusqu'en 2030, la 5G permettra d'en créer 137'000, expliquait il y a deux ans EconomieSuisse». En 2019, Credit Suisse évaluait les créations d'emploi liées à la numérisation et l'automatisation à 270'000 nets d'ici à 2025. La question est de savoir comment faire passer la main-d'œuvre des secteurs sinistrés à ceux qui progressent. **M.BN**



5,5 ou 10% de chômage?

En mars, Genève comptait 19'558 demandeurs d'emploi, soit des personnes au chômage ou pas, mais toutes recherchant un emploi et sont inscrites dans un office régional de placement. Ce sont 5000 personnes de plus qu'au début de la crise, en février 2020. Avec une hausse de 36%, la dégradation est évidente. Et encore les chiffres ne dévoilent-ils qu'une partie du paysage, puisqu'ils ne recensent ni les frontaliers inscrits au chômage en

France, ni évidemment les clandestins, ni les personnes «en sous-emploi», qui souhaiteraient augmenter leur temps de travail sans le pouvoir. En mars, le taux de chômage a atteint 5,5%, nettement devant celui du reste du pays (3,4%). Si l'on prend la manière de mesurer le chômage fixée par le BIT, qui permet les comparaisons internationales, le tableau se dégrade singulièrement puisqu'il dépasse les 10%. **M.BN**